



PAS UNE MINUTE DE PLUS !

Depuis quelques années, les fonctionnaires sont utilisés comme variables d'ajustement pour les politiques publiques. Les gouvernants pèsent un fonctionnaire « en ETP » (équivalent temps plein) et non comme un être humain et estiment la « charge publique d'un fonctionnaire » : de son entrée dans l'administration, jusqu'à sa mort, car sa retraite est également « charge publique ». Combien vaut la vie d'un agent de catégorie C ? 1 million d'euros, 2 millions ? Celle d'un préfet ? 15 millions, 30 millions ?

Alors le recours aux contractuels devient naturel à travers les multiples possibilités qui ont été créées : service civique, apprenti, contractuel, vacataire, intérimaire, etc. Également, par ce raisonnement, il ne faut pas hésiter à externaliser la mission publique : distribution de la propagande électorale, cartes grises, sécurité des locaux de la fonction publique, ...

Mais derrière cette théorie politique, c'est la mission publique qui est totalement mise de côté. L'État perd, à chaque départ de fonctionnaires d'État, sa capacité à fédérer un peuple sous les mêmes règles de vie. Et il perd ses capacités à protéger son peuple contre tous les accidents de la vie. La moindre crise prend des proportions inquiétantes avec son lot de transfert de responsabilités : inondations, incendies, virus, terrorismes, flux migratoires, crises sociales, ... tout cela se transforme en GROS problèmes.

Mais les fonctionnaires, imprégnés par leur culture professionnelle, « tiennent bon ». Les hospitaliers lâchent des milliers d'heures supplémentaires non récupérées, non payées. C'est ce qui est médiatisé. Mais TOUS les fonctionnaires passent sous le couperet du célèbre écrêtage.

Les agents du ministère de l'intérieur, des préfectures, des SGC etc travaillent chaque année des milliers d'heures en plus, pour rien, des heures qui ne sont ni payées ni récupérées : ce sont les heures écrêtées, qui sont du travail effectué gratuitement par les salariés, et s'apparentent à du travail dissimulé au bénéfice du ministère de l'intérieur et des préfets.

Tout cet argent public n'est pas investi pour la santé, la sécurité, la rémunération, la formation, l'équipement des fonctionnaires mais simplement transformé en cadeaux fiscaux pour ceux que l'on désigne comme « entrepreneurs »... mais dans les faits... ce sont les grands groupes qui se servent de cet argent public pour le mettre sur les précieux comptes en banque des actionnaires. La Nation ? Le rôle social de l'entreprise ? Ces notions sont simplement effacées du discours politique et non exprimées dans les médias.

La CGT INTÉRIEUR a débattu de cette situation et a quelques propositions à formuler :

– N'hésitez pas à effectuer plus de 10 h de travail par jour. Vous ne serez pas payé, vous aurez une prime de CIA de 2 euros par jour travaillé et vous n'aurez pas de nouveaux recrutements de collègues pour renforcer votre mission ;

– Continuez de vous épuiser à la tâche pour que cela serve la carrière de votre hiérarchie qui vous couvre en ne rendant pas compte de vos difficultés et en indiquant à leur propre hiérarchie que vous tenez bon ;



– Abusez des relations monarchiques avec la hiérarchie, notamment par les pratiques de fayotage, d'excès de zèle et parfois de dénonciation du relâchement des collègues afin de pouvoir bénéficier d'un avancement accéléré qui permettra de gagner quelques points d'indice et une augmentation de la pension à retraite de 5 euros ;

– Il faut, évidemment, poursuivre les logiques de réduction d'emploi, car désormais même un préfet peut être recruté dans une école de commerce sur contrat plutôt qu'en sortie de l'ENA sur statut ; il y a encore trop d'agents publics, notamment dans les politiques publiques qui exercent une compétence sociale ;

– Il faut manger un sandwich sur son bureau pendant qu'on travaille, comme cela on continue de démontrer sa conscience de service public en se faisant décompter 45 minutes alors qu'on n'a pas arrêté ;

– Travaillez de plus en plus, en acceptant de plus en plus de missions et de polyvalences, ainsi quand vous serez en arrêt pour dépression, vous quitterez l'administration par phobie et vous rendrez encore service à l'État en l'aidant à ne plus vous verser de rémunération ;

– Continuez le jeu de l'humiliation de l'entretien d'évaluation en ne vous défendant pas et en laissant ainsi du temps à votre évaluateur pour exercer sa mission publique ;

– N'hésitez pas à vous laisser cannibaliser vos travaux par votre hiérarchie ou vos collègues sans rien dire ;

– Continuez votre carrière en laissant la plèbe vous diffamer en indiquant que vous êtes inutile à la société, car n'oubliez jamais que vous ne servez à rien et que vous êtes un privilégié ;

– Acceptez avec le sourire les refus de formation, de changement de poste, de disponibilité ; parce que votre hiérarchie a besoin de vous et ne compte pas comprendre vos besoins à vous ;

– Continuez d'alimenter votre CET au maximum chaque année pour pouvoir partir plus tôt en retraite, sachant que tous les 5 ans, les gouvernements repoussent l'âge de départ à la retraite ;

– Épuisez-vous au travail pour mourir le plus rapidement possible lors de votre retraite et ainsi permettre de réaliser des économies d'échelle pour le budget de l'État ;

– Ne participez à aucune grève, ainsi les syndicats n'ont aucun rapport de force quand ils rencontrent les libéraux et sont obligés de signer tous les beaux accords que les gouvernements nous « soumettent » : RIFSEEP, TELETRAVAIL, PPNG, etc.



Ainsi, la CGT continuera de se confronter à une hiérarchie qui met un mouchoir sur l'ensemble de ces dysfonctionnements et continue de réduire les effectifs, car, après tout, vous assurerez quand même. Car en fin d'année, il y aura une prime qui ne compte pas dans la détermination de la pension à retraite, allez, entre 3 et 5 euros par jour travaillé... pour les « meilleurs »... nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui ont moins que la moitié...

À cause de l'inflation, le SMIC augmente, mais les grilles des fonctionnaires stagnent, et se tassent. Comment compense-t-on l'inflation ? Les fonctionnaires perdent du pouvoir d'achat tous les mois depuis des années.

Même pour le télétravail, le gouvernement se moque de nous : pendant qu'on estime les besoins de compensation de fluide (imaginons que certains d'entre nous se chauffent au gaz par exemple) à hauteur de 60 euros par mois, on nous offre 2,50 euros par jour de télétravail... plafonné annuellement à 220 euros. Soit, au maximum 2 jours par semaine de télétravail rémunéré. Le troisième jour, si vous y avez accès est donc gratuit. Merci Mon Maître, Merci Mon Seigneur.

La CGT a une solution contre cette stratégie mortifère des gouvernants libéraux : à votre votre travail, chaque jour, arrêtez de vous faire exploiter, arrêtez d'en faire toujours plus. A votre travail, chaque jour, ne faites

**« PAS UNE MINUTE
DE PLUS ! »**

#pasuneminutedeplus!

